

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N°233
JEUDI 6 JUIN 1974

**6 ans après son interdiction par la bourgeoisie
toutes les informations indiquent :**

Le parti communiste marxiste-léniniste de France poursuit le combat

Voici bientôt dix ans que naquit en France la Fédération des cercles marxistes-léninistes qui devait conduire trois ans plus tard à la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Voici bientôt dix ans donc que commençaient à s'organiser dans notre pays les communistes demeurés fidèles à la révolution prolétarienne pour que la classe ouvrière retrouve son état-major de combat. Voici bientôt dix ans donc des militants communistes reconnaissent dans la ligne idéologique et politique du P.C.F., la ligne de l'ennemi de classe du prolétariat camouflé en « marxiste », le révisionnisme moderne. Le processus alors irréversible s'engagea pour que le prolétariat révolutionnaire dispose effectivement de SON parti totalement INDEPENDANT de la bourgeoisie sur tous les plans. Aujourd'hui le prolétariat révolutionnaire dispose effectivement d'un parti communiste qui bien que jeté dans l'illégalité par la bourgeoisie poursuit selon toutes les informations le combat dans la clandestinité.

Dès sa naissance le P.C.M.L.F. fut l'objet d'une surveillance particulière du pouvoir, d'attaques de commandos révisionnistes, six mois plus tard, cela fera six ans le 12 juin, le gouvernement gaulliste accédant aux insistantes demandes de Georges Marchais interdisait le jeune parti. N'ayant pas atteint leurs objectifs de destruction du parti prolétarien, les réactionnaires de tout acabit, en particulier les révisionnistes modernes, lancèrent coup sur coup plusieurs « opérations » destinées à abattre l'organisation d'avant-garde, à empêcher à tout prix le développement d'un authentique parti marxiste-léniniste. Ces gens se seraient contenté fort bien de quelques groupes « marxistes-léninistes » impuissants à aboutir à l'organisation d'un parti. Sachant très bien que la classe ouvrière veut son parti révolutionnaire, ils n'ont eu de cesse de briser l'unité des marxistes-léninistes au sein de leur parti. Exploitant les contradictions, la lutte de ligne normale existant dans les rangs marxistes-léninistes, à deux reprises une petite poignée d'agents révisionnistes infiltrés organisèrent des fractions, créèrent des groupes et sous-groupes. Nous avons plusieurs fois donné la parole à certains de nos camarades un moment abusés et entraînés dans de telles aventures. Nombre d'autres nous ont rejoint depuis. Le plus important c'est que tout marxiste-léniniste comprenne que l'objectif central de l'ennemi du prolétariat, la bourgeoisie, et notamment ses valets révisionnistes, c'est de détruire la direction révolutionnaire du prolétariat. Cette lutte est une lutte à mort. Le plus haut devoir d'un communiste authentique à l'heure actuelle, c'est de se situer par rapport à cette lutte, de travailler à l'édification de l'avant-garde marxiste-léniniste, édification qui passe par une lutte permanente et sans concession contre l'idéologie et la politique du révisionnisme moderne. C'est la ligne idéologique et politique marxiste-léniniste qui a permis de démasquer dans le passé des organisations suscitées par l'ennemi, tel le fameux C.M.L.F., l'U.J.C.M.L., ou le groupe le Travailleur. Au cours de l'année 1974, cette idée de la

nécessaire UNITE des marxistes-léninistes au sein de l'avant-garde prolétarienne sur la base fondamentale d'une idéologie correcte marxiste-léniniste, cette idée s'est développée avec force. Actuellement la volonté d'unité des marxistes-léninistes est irréversible. C'est-à-dire que nombre de militants révolutionnaires communistes qui désirent effectivement travailler à renverser l'obstacle principal à la révolution prolétarienne, le révisionnisme moderne, ont compris l'importance de l'unité sur la base des principes marxistes-léninistes. Il est inévitable que l'ennemi de classe s'affole et cherche à déclencher de nouvelles provocations. Déjà il s'est empressé d'abandonner son opération d'usurpation du sigle P.C.M.L.F. pour créer un « P.C.R. », avouant ainsi son échec et courant vers de plus grandes déconvenues. En même temps, les révisionnistes modernes lancent et lanceront encore des manœuvres désespérées pour empêcher l'unification des marxistes-léninistes, ils agissent en effet suivant la logique de tous les réactionnaires à l'égard de la cause du prolétariat. « Provocation, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine. »

Actuellement partout dans le monde la lutte entre le révisionnisme moderne et le marxisme-léninisme s'exacerbe. Le révisionnisme c'est l'idéologie des agents de l'impérialisme et en particulier du social-impérialisme soviétique. Le marxisme-léninisme représente les intérêts les plus élevés des masses populaires. Toute victoire de la révolution dans le monde affole les révisionnistes et les entraîne à tramer complot sur complot. Les succès remportés par le peuple albanais et le peuple chinois, notamment dans la consolidation de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme sont des coups extrêmement durs pour toute la réaction.

Dans sa lutte pour conquérir l'hégémonie mondiale, le révisionnisme soviétique est extrêmement gêné par l'existence de partis marxistes-léninistes. Comment ne s'acharnerait-il pas sur les marxistes-léninistes européens alors que l'Europe constitue le centre de gravité de sa rivalité avec l'autre superpuissance? Pour parvenir à cet objectif les révisionnistes disposent de deux moyens : infléchir la ligne de l'avant-garde marxiste-léniniste selon leurs besoins et organiser des complots. Et, depuis 1970 notamment, l'activité scissionniste des révisionnistes est coordonnée à l'échelle européenne.

Que tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung réfléchissent bien à cela. A tous ceux qui n'ont pas encore rejoint l'authentique avant-garde marxiste-léniniste nous tendons fraternellement la main en les appelant à juger sur la base de la ligne idéologique et politique.

Notre ennemi, c'est le révisionnisme moderne, agent du social-impérialisme soviétique et obstacle à la révolution prolétarienne en France. Face à cet ennemi, il n'est pas de contradiction que les marxistes-léninistes ne soient pas en mesure de résoudre entre eux par la lutte idéologique.

OPERATION MALADROITE CONTRE L'UNIFICATION DES MARXISTES-LÉNINISTES

Un faux intitulé « Lettre ouverte de plusieurs militants de C.D.H.R. de la région parisienne » est distillé par voie postale (donc anonyme) en certains endroits de Paris depuis quelques jours. Ce texte vise, bien maladroitement il est vrai, à jeter la confusion pour saboter le processus d'unification des marxistes-léninistes, qui se développe avec succès. Nous apportons le démenti le plus formel : aucun militant de C.D.H.R. n'est à l'origine de cette soi-disant « lettre ouverte » anonyme. L'idéologie qui préside à une telle opération est d'ailleurs totalement étrangère aux marxistes-léninistes. Ce texte grossier est d'ailleurs bien plus destiné aux militants d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme et qui désirent rejoindre l'avant-garde marxiste-léniniste, qu'aux militants des C.D.H.R. En signant « des militants de C.D.H.R. », les auteurs de cette provocation visent à jeter le trouble parmi les camarades qui rejoignent l'avant-garde marxiste-léniniste et à leur faire croire qu'existe à « l'Humanité rouge » un courant sectaire qui refuserait la nécessaire unification des marxistes-léninistes.

En prenant justement pour cible l'unification, les auteurs de la « lettre ouverte » se démasquent eux-mêmes : il s'agit bien, une fois de plus, de nos vieux scissionnistes, de ceux qui n'ont jamais cessé d'agir, sous la baguette du Comité central du Parti révisionniste, pour diviser et détruire l'avant-garde marxiste-léniniste.

Camarades et amis lecteurs, cette « lettre ouverte », leur dernier et bien méprisable chef-d'œuvre, a du moins le mérite d'aiguiser notre vigilance à tous : soyons-en persuadés, nous trouverons toujours ces gens en travers de notre route, affublés des visages les plus divers. Comme par le passé, nous saurons les démasquer.

Vive l'unification des marxistes-léninistes !
Vive le renforcement de l'avant-garde marxiste-léniniste, indispensable à l'émancipation de notre classe ouvrière et de notre peuple !

Parti et lui font confiance, à condition que le Parti d'avant-garde soit capable de réaliser et justifier par une organisation de force.

« Les fortresses se prennent du l'intérieur ». Par le moyen arbitraire d'interdiction en juin 68, la bourgeoisie a été incapable de détruire le P.C.M.P. Mais aujourd'hui, l'avant-garde est menacée de l'intérieur. A l'heure où il faut renforcer l'unité du Parti, certains proposent d'y intervenir négativement, après un « 2^e Congrès d'Unification », une cause d'éléments, longuement confusionalistes, et venus depuis peu du marxisme-léninisme. A l'heure où le processus de fusion s'accélère, certains veulent se lancer aveuglément, à l'instar des groupes anti-parti et trotskiste dans une politique de « prestige » à courte vue, ultra droitiste, ultra-légaliste et diaboliser au grand jour les forces de l'avant-garde.

C'est une aventure originale, extrêmement dangereuse. Nous en sommes convaincus. Notre décision de faire connaître largement nos divergences est une décision grave. Mais il y a que le vote droitiste, aventuriste, liquidant l'acquis de plusieurs années de lutte, est sur le point de l'emporter dans les prochaines heures, et de réunir son « 2^e Congrès d'Unification », nous n'avons plus d'autre moyen que de lancer cet appel solennel à tous les camarades sincères de l'avant-garde marxiste-léniniste.

Camarades, les communistes doivent « oser se révolter », lutter. Et la lutte classe contre classe se joue aussi dans le Parti. C'est un enseignement historique qui en lumière et développé par le

MEETINGS DE SOUTIEN AU PEUPLE CAMBODGIEN

MEUDON : samedi 6 juin (de 15 h à 22 h),
salle des Tybilles (gare de Meudon-Bellevue)

- A l'initiative du M.N.S.P.I. avec le soutien du C.I.L.A.
- Participation des ballets du comité F.U.N.K. de Paris.

PARIS XV : jeudi 13 juin (de 20 h 30 à 23 h),
72 avenue Félix-Faure (métro Lourmel).

- A l'initiative d'H.R. et du M.N.S.P.I.

Pour ces deux meetings : projection de diapos,
films et intervention du F.U.N.K., suivie d'un débat.

MEETING QUELLE VOIE PRENDRE A GRENOBLE

Vendredi 7 juin à 20 h 30, Bourse du Travail
(rue Berthe-de-Brénieux)

avec la participation
de la Gauche Révolutionnaire

Lettre d'un ancien militant de Front Rouge

Pour Front rouge, une bonne partie des ouvriers qualifiés font partie de l'aristocratie ouvrière. Seuls les O.S. et la jeunesse sont encore révolutionnaires. D'après le n° 80, daté du 26 juillet 1973, il est clair que pour la direction F.R., les ouvriers de Lip, étaient des ouvriers embourgeoisés, donc une proie facile pour les révisionnistes et les réformistes « autogestionnaires », c'est-à-dire le P.S.U. Au contraire, la grève de Lip a montré que ce sont les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière.

L'initiative des travailleurs de Lip démolit entièrement la théorie de F.R. sur les O.S. et la jeunesse.

Les erreurs des gauchistes sont graves, parce qu'elles reviennent à douter des capacités révolutionnaires de la classe ouvrière. De l'impossibilité d'arracher une frange importante de la classe ouvrière de l'influence du révisionnisme.

Si, en effet, la majorité des O.P. sont « petits-bourgeois, réformistes », cela veut dire qu'ils ne veulent pas la révolution, qu'ils ne peuvent pas faire la révolution.

Comme le disent les camarades albanais « le mouvement gauchiste s'identifie dans de nombreuses attitudes au révisionnisme ». En effet les théories et la pratique des gauchistes conduisent à accentuer la division de la classe ouvrière.

F.R. néglige de faire du travail en direction des O.P., concentrant tous ses efforts sur les O.S., F.R. laisse les O.P. sous l'influence des révisionnistes, qui s'entendent à merveille pour dresser les O.P. contre les O.S. En créant artificiellement l'O.S.R. (ce qui n'a jamais été clair même pour les militants de base) F.R. continue à refuser de travailler dans les syndicats, c'est refuser d'admettre que le révisionnisme peut et doit être combattu pied à pied, qu'une frange de travailleurs se rend de plus en plus compte de ce qu'est le P. * C. * F., le P. * S. * ou le P.S.U., même si cela n'est pas encore très, très clair.

Front rouge s'entend à merveille pour créer des « gadgets » de masse : C.A.C.F., C.I.P., organisations de masse ? Non, organisation « croupions » de récupération. Là F.R. suit la ligne « petite-bourgeoise » de l'U.J.C. (M.-L.).

Dans les C.I.P. et C.A.C.F., Front rouge vise à former de futurs militants F.R.

Dans F.R. : la formation sur l'histoire du Parti, se limite à calomnier H.R., à déformer la vérité, un véritable « bourrage de crâne ». Un camarade qui refuse de croire qu'H.R. est « trotskiste », n'est pas mûr politiquement pour entrer au Parti.

Le travail antiraciste : F.R. conteste essentiellement le travail antiraciste sur les immigrés, néglige l'unité entre Français et immigrés, mais crie à tout bout de champs « unité » Français - immigrés, même patron, même combat.

En faisant cela F.R. risque d'aboutir à renforcer l'incompréhension entre Français et immigrés.

F.R. refuse d'admettre que les travailleurs immigrés conscients puissent s'organiser en dehors de F.R. F.R. en arrive à faire la chasse aux Tunisiens qui rejoignent le T.T. D'ailleurs pour Front rouge, le T.T. est un groupuscule petit-bourgeois rendu au Gouvernement tunisien. Drôle de position internationaliste.

Il faudrait des pages et des pages pour analyser la politique de Front rouge.

Je me limiterai à mon expérience propre, à mon autocritique et à ma critique de F.R. sur le secteur de mon travail militant.

Très jeune j'ai milité aux J.C. et influencé par la ligne révisionniste et petite-bourgeoise ; élevé dans un milieu ouvrier mais aussi écolier dans une « école privé et catholique ». Dès mai 68, je rejoins les rangs gauchistes, spontanéistes, attiré par la Gauche prolétarienne et son organe la « Cause du peuple ». Après l'abandon de la ligne dite « dure » et de la dégénérescence de la G.P. je rejoins F.R. où je retrouve de nombreux militants de la G.P. et de l'ex-Nouvelle Résistance. Influencé par le gauchisme, le spontanéisme, cherchant sincèrement à entrer au Parti, je ne voyais pas réellement ce qu'était F.R. Mon attitude petite-bourgeoise faisait de moi un militant sectaire, méprisant, qui croyait détenir la vérité.

Peu à peu, je renouvelai les mêmes erreurs de jugement qu'à la G.P., dogmatisme, mépris des masses, sectarisme, opportunisme « un coup de barre à gauche, puis un coup de à droite ». Mon attitude n'avait rien de prolétarienne, ni de communiste. Mais peu à peu, et ce fut long, à la lecture d'H.R. et des ouvrages de Lénine (le gauchisme), de Staline, Mao, etc., et surtout de « Pékin-Information », je me posais de nombreuses questions. Pourquoi la Chine et l'Albanie reconnaissent H.R. ? Pourquoi la Chine était hostile à la scission ? Lorsque j'abordais ces problèmes, les cadres F.R. étaient embarrassés. Tout y a passé : la Chine et l'Albanie ne vont pas tarder à reconnaître F.R., la Chine et l'Albanie, ne se rendent pas compte de la situation en France, diplomatie... Evidemment, quand Le Travailleur et la G.R. ont rejoint le vrai parti, ce fut le « boum ».

J'appelle tous les militants de base de F.R., de passer des questions à leurs cadres, à la direction, de leur demander des comptes, d'ouvrir les yeux, d'analyser tout le travail qu'ils ont fait : succès et échecs ; de rompre avec le gauchisme, de rejoindre le vrai parti, de se mettre sous la direction de l'Avant-garde prolétarienne. Salutations marxistes-léninistes.

Prochainement,
une exposition-vente
sur la Résistance
aux « Herbes
sauvages »

A partir du dimanche 16 juin, et pour une durée de quinze jours, la librairie « Les herbes sauvages » organise une exposition-vente sur la résistance et le trentième anniversaire de la libération. De nombreux témoignages et documents seront exposés, et des livres sur la résistance, le fascisme, la seconde guerre mondiale seront mis en vente. Les lecteurs en possession de documents et désireux de s'associer à cette manifestation, peuvent les envoyer directement à la librairie.

La librairie tient à remercier d'autre part les nombreux camarades qui ont apporté des documents sur Staline et ont ainsi contribué au succès de l'exposition consacrée au grand dirigeant bolchevik.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Soutien permanent	
Ajax	50
En supplément à abonnement D.D.	40
C.D.H.R. Ouemal-Stafa	104
C.D.H.R. Gramsci	16,90
C.D.H.R. Clara Zetkin	52
Pour l'abstention, Pour le 1 ^{er} mai	50
Des camarades de province	50
C.D.H.R. Stalingrad	75
C.D.H.R. G.-Moquet	2
C.D.H.R. Manouchian (mai)	430
C.D.H.R. A.-Marty	41,10
C.D.H.R. Jdanov	40
C.D.H.R. Hapiot	20
C.D.H.R. Flourens	200
C.D.H.R. Cathelas	6
C.D.H.R. E.-Dimitrov	20
C.D.H.R. E.-Varlin	10
1 dessinateur	8
C.D.H.R. Frankel	6
C.D.H.R. Dimitrov	146
Des travailleurs du S.O.	100
Un C.D.H.R. province	32,50
Une employée de la S.S.	1,50
M.S. ma modeste contribution à H.R.	20
Des enseignants du Centre-Bretagne	50
En supplément à abonnement, 1 paysan et sa future femme	10
En supplément à abonnement R.M.	40
1 ouvrier	10
C.D.H.R. province	93,50

Total de la semaine 1 724,50
Total général utilisé pour le règlement

des dettes de H.R. 467 340

Ce numéro paraît sur
8 pages en raison des
fêtes de Pentecôte.

Le prochain numéro
sortira sur 12 pages.

AFFICHEZ H. R.

ITALIE :

QUI MANIPULE LA VERMINE NÉOFASCISTE ?

A Brescia, en Italie, le 29 mai, une bombe devait exploser lors d'une manifestation antifasciste organisée par les syndicats italiens qui devait faire six martyrs et plus d'une centaine de blessés. Cet attentat fait suite à une longue série ces dernières années, dont le précédent avait touché l'ambassade de la République populaire d'Albanie le 21 mai. (Voir la protestation du gouvernement albanais.)

La situation en Italie est extrêmement complexe. A l'intérieur, la crise économique et financière a atteint des limites telles que le gouvernement italien s'est retiré de fait du marché communautaire en prenant temporairement des mesures protectionnistes. Le chômage s'étend, accéléré ces derniers mois par la crise et par un exode rural venant du Sud, massif. La hausse des prix touche gravement le niveau de vie des masses populaires et de la classe ouvrière italienne.

A l'extérieur, l'Italie, étant donné sa position géographique, représente un enjeu de taille pour qui voudrait contrôler la Méditerranée et assurer son hégémonie sur cette mer. Or, nous savons bien qu'actuellement les deux superpuissances manœuvrent pour conquérir tous les points stratégiques qui leur permettraient d'avoir un contrôle total aussi

bien au Sud comme au Nord. Au Sud le Moyen-Orient, au Nord, l'Europe.

Cette question n'est pas sans lien avec la situation en Italie, où il paraît certain que le renforcement de l'audience du parti révisionniste italien (cf le référendum sur le divorce) n'est pas sans inquiéter les U.S.A. qui sont liés à certain milieu politique et de l'armée italienne, du fait de leur lien avec le social-impérialisme soviétique. On se souvient des rumeurs de coup d'Etat pro-américain qui avait couru au mois de février lors de la mise en alerte générale des forces armées italiennes.

Les manœuvres d'intimidation, les provocations fascistes ne peuvent s'expliquer qu'ainsi. Car en aucun cas la « gauche » ne remet en question le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste italienne. Au contraire, les révisionnistes seraient peut-être les seuls à pouvoir faire « retrousser les manches » des travailleurs pour résoudre la crise. Mais cela entraînerait des concessions au social-impérialisme...

Le peuple italien, unit derrière son parti marxiste-léniniste, saura tôt ou tard déjouer les manœuvres des deux superpuissances contre l'indépendance nationale.

A Rome, grave provocation contre l'ambassade de la République Populaire d'Albanie

(Protestation du gouvernement de la République Populaire d'Albanie adressée au gouvernement italien)

Le 21 mai 1974 le ministère des affaires étrangères de la République populaire d'Albanie a remis à l'ambassade de la République italienne la note suivante :

Le 21 mai 1974 une grave provocation de type fasciste a été commise contre l'ambassade de la République populaire d'Albanie à Rome par des éléments terroristes qui ont placé dans la cour du siège de l'ambassade un certain nombre de bombes. L'explosion d'une d'elles a causé d'importants dégâts matériels. Une situation de danger et d'insécurité pour la vie du personnel de l'ambassade a continué pendant plusieurs heures du fait de la présence de trois autres bombes qui n'avaient pas explosé.

Le gouvernement de la République populaire d'Albanie proteste énergiquement auprès du gouvernement de la République italienne pour ce crime grave contre l'ambassade de la République d'Albanie et le personnel de celle-ci. Cet acte terroriste commis à dessein, qui tout à fait par hasard n'a pas provoqué de victimes parmi les diplomates et les autres membres de l'ambassade qui au moment de l'explosion de la bombe étaient en train d'exercer leurs fonctions habituelles, constitue une odieuse provocation dirigée contre la République populaire d'Albanie et une violation flagrante de toutes les normes et de toutes règles connues du droit international pour la sécurité de l'immunité et de l'activité normale des représentations diplomatiques.

Le gouvernement de la République populaire d'Albanie tient à mettre en évidence que cette attaque contre le siège de l'ambassade albanaise à Rome n'est pas un événement fortuit et isolé. Dans le passé, en particulier durant l'année 1973, le personnel et le siège de l'ambassade de la République populaire d'Albanie à Rome ont été l'objet d'attaques et de provocations répétées et organisées à des buts déterminés. Le gouvernement albanais a attiré à temps l'attention du gouvernement italien sur le fait qu'on organisait ou qu'on tolérait ces actes graves soulignant la responsabilité qui incombait au gouvernement italien quant aux conséquences qui pouvaient en découler.

Il convient de souligner de façon particulière qu'en dépit des avertissements et des demandes continues du gouvernement albanais, le gouvernement italien n'a pas pris les mesures nécessaires pour barrer la voie à des actes et des provocations pareils, pour défendre la vie du personnel et pour garantir l'activité normale de l'ambassade de la République populaire d'Albanie à Rome. Les événements du 21-5 de cette année, démontrent clairement quelles graves conséquences peuvent découler si les autorités officielles italiennes continuent à observer cette attitude intolérable. Des événements pareils ne peuvent ne pas influencer négativement sur les relations entre les deux pays. Le gouvernement albanais vient à se demander : le gouvernement italien est-il sincèrement pour le développement normal de ces relations ou bien continuera-t-il à observer des attitudes semblables qui favorisent les fascistes et les autres forces occultes en Italie qui ne désirent pas le développement de relations de bon voisinage entre l'Albanie et l'Italie, qui organisent continuellement des campagnes hostiles diffamatoires contre la République populaire d'Albanie et en arrivent jusqu'à se livrer à des actes de provocation et de terrorisme contre sa représentation diplomatique ?

Le gouvernement de la République populaire d'Albanie, tout en soulignant une fois encore le caractère très grave et très dangereux de l'acte terroriste du 21 mai 1974 contre l'ambassade albanaise à Rome fait retomber la responsabilité sur le gouvernement de la République italienne, il demande que les coupables soient sévèrement punis et que l'on prenne les mesures qui s'imposent pour que de tels actes ne se répètent pas dans l'avenir, pour assurer la vie du personnel de l'ambassade de la République populaire d'Albanie et son activité normale. Le gouvernement albanais attend à ce que le gouvernement italien lui fasse savoir sans retard les mesures qui ont été prises pour satisfaire ces demandes et il se réserve le droit d'entreprendre d'autres démarches qu'il considérera nécessaires.

TIRANA, le 21 mai 1974.

Les travailleurs immigrés poursuivent leurs luttes

Nous sommes 350 travailleurs africains logeant au 51, rue de Charonne (11^e arrondissement), dans des locaux sans aucune sécurité :

— Les plafonds menacent de s'effondrer ; pas de lumière dans les escaliers délabrés ;

— Entassés dans des pièces exigües, insalubres, nous disposons de 4 w.-c. de 2 points d'eau pour tout l'immeuble ;

— L'humidité, le manque d'aération s'ajoutent aux conditions de travail très dures que nous subissons dans les entreprises : 60 cas de tuberculose ont été décelés l'année dernière ; nous risquons l'asphyxie à cause des vieux poêles à charbon que nous utilisons pour chasser l'humidité.

MENACES D'EXPULSION SANS GARANTIE DE RELOGEMENT

Le propriétaire du terrain, le promoteur « Choiseul » veut nous expulser ; l'administration qui ferme les yeux sur notre situation depuis dix ans prétend nous reloger dans des foyers déjà pleins !

DEVONS-NOUS COUCHER DEHORS ?

LA SITUATION S'AGGRAVE

Depuis le 6 mai, le bloc électrique alimentant l'immeuble menace de s'effondrer, risquant de mettre le feu au bâtiment. Nous avons tout de suite entrepris des démarches à la préfecture pour demander des travaux de réfection et rappeler notre droit d'être relogés. Des promesses de travaux ont été faites ; il a seulement été posé deux barres de fer pour soutenir le bloc ; le danger demeure.

NOUS AVONS DROIT A UN LOGEMENT DECENT

Face à cette situation, nous avons décidé d'agir. Nous nous sommes organisés en comité de lutte, unis sur les revendications discutées et approuvées par nous tous :

- Pas d'expulsion sans relogement ;
- Une relogement rapide dans un ou deux foyers maximum pour ne pas briser notre communauté, et à Paris car nous y travaillons tous ;
- Ce logement, nous y avons droit parce que nous sommes des travailleurs.

Nous y avons d'autant plus droit que des retenues sont faites sur nos salaires par le Fonds d'action sociale qui est censé s'occuper de notre logement. Ces retenues s'ajoutent aux cotisations obligatoires pour tous les travailleurs.

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

Un comité de soutien s'est créé à notre initiative. Ce comité place son activité sous notre contrôle. Il est ouvert à toute personne ou organisation voulant soutenir notre lutte.

VENEZ PARTICIPER

Aux réunions du comité de soutien tous les samedi à 19 h 30 au 60, rue de Charonne (salle d'alphabétisation au fond de la cour).

Le comité de lutte.

Le comité de soutien.

La « trêve électorale » n'a pas arrêté la montée des luttes de nos camarades immigrés.

Ces dernières semaines ont été marquées encore par leurs luttes au niveau des foyers. Il convient là de dénoncer avec eux les tentatives réformistes, notamment des révisionnistes locaux, de maintenir ces luttes sous leur tutelle. C'est ainsi que le foyer des travailleurs africains de la rue Mathurin-Moreau (19^e) en grève des loyers, a reçu une lettre de Fitzbin, député « communiste » du dix-neuvième arrondissement, accusant ces travailleurs de politiser leur grève des loyers et les enjoignant de la maintenir au strict niveau revendicatif patroné par les élus de la population française. De même, à Drancy, la mairie cherche à diviser les travailleurs selon des critères ethniques, et lors d'une journée portes-ouvertes au foyer, un réseau de mouchards armés a tenté une provocation dénoncée par les locataires comme une opération des révisionnistes, qui veulent empêcher l'ouverture d'un autre foyer.

La volonté des travailleurs immigrés de défendre leurs droits est particulièrement déterminée à aboutir parmi les grévistes de l'« Entreprise générale des câbles de canalisation » (E.G.C.C.) qui, depuis le 16 mai, en occupent le siège administratif, 10, avenue de Clichy, afin d'obtenir leurs payes qui ne leur ont pas été versées depuis un mois et demi, et qui, de plus, risquent de se retrouver à la rue, la direction n'ayant pas payé la location des foyers, dont elle retient les loyers sur les feuilles de paye des ouvriers.

Au cours d'une réunion publique du comité de grève ce samedi 25 mai, les travailleurs représentant près de 500 ouvriers, en grande majorité immigrés, des chantiers — également occupés — de cette entreprise, répartis dans la région parisienne et en province, ont élu leurs délégués et envisagé de centraliser le matériel de ces chantiers pour en assurer eux-mêmes le contrôle, et déjouer les manœuvres de la direction, qui envisagerait de substituer une nouvelle entreprise à l'actuelle en difficulté financière, avec — en perspective — des licenciements massifs.

Correspondant « H.R. ».

A PARIS :

Manifestation contre la répression en Tunisie

Environ un millier de personnes ont manifesté le vendredi 31 mai de Jaurès à Ménilmontant à l'appel de différentes organisations dont le C.A.L. U.G.E.T. et « l'Humanité Rouge ». De nombreux travailleurs et étudiants tunisiens étaient présents. Ensemble, Français et immigrés ont exigé les libertés démocratiques pour le peuple tunisien, dénoncé la répression en Tunisie et la collusion des régimes français et tunisiens.

La manifestation s'est terminée par une prise de paroles de camarades arabes où fut en particulier dénoncé l'emprisonnement d'un travailleur tunisien arrêté à Belleville alors qu'il collait des affiches soutenant le peuple palestinien.

Lesparre (Anglet)

GRÈVE DEPUIS LE 16 MAI

Engagée entre le premier et le deuxième tour des élections, le jeudi 16 mai, cette lutte montre la détermination des travailleurs de chez Lesparre (une entreprise de plomberie) de faire aboutir leurs justes revendications :

- Augmentation générale et uniforme des salaires de 0,50 F de l'heure en tenant compte de la grille de salaire applicable au 1^{er} mai ;
- La révision des classifications du personnel et en particulier des jeunes payés au rabais ;
- Pour les grands déplacements : indemnité compensatrice de 10 F par jour en plus de la pension. Délais de route inclus dans le temps de travail (retour aux anciens avantages) ;
- Meilleures conditions de travail.

Une lutte menée classe contre classe :

Ils ont su résister dès le premier jour aux tentatives d'intimidation du directeur de l'agence d'Anglet qui n'a pas hésité à aller les voir un par un (ils sont 18 en grève sur 20 employés) sur les chantiers pour les persuader de ne pas faire grève en les menaçant de licenciement.

Le vendredi, lors de la première discussion, les patrons ont essayé en vain de dresser un ouvrier contre le délégué du personnel dans le but de jeter le trouble parmi les grévistes, puis de discuter des classifications un par un.

Le lundi, le patron refuse de verser l'acompte auquel les ouvriers ont droit. Le but est clair, il veut casser le conflit car il sait qu'il sera très dur aux ouvriers de lutter sans soutien financier. Il est aidé en ce sens par l'inspecteur du travail qui déclare ne pas trouver dans les accords de mensualisation les textes qui pourraient l'amener à intervenir en faveur des grévistes.



Classe contre classe aussi dans le mouvement de solidarité qui s'amorce :

Les grévistes ont rédigé tracts et affiches pour informer les travailleurs et la population de la région des raisons de leur lutte et pour appeler à les soutenir jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications.

C'est ainsi que des militants C.F.D.T. du bâtiment, des banques, des hôpitaux ont contacté les grévistes dès le quatrième jour pour soutenir leur action. C'est autour de ces premiers actes de solidarité, de ces contacts pris directement à la base et au-delà des distinctions syndicales et sur la base du soutien à une lutte ferme et résolue qu'est en train de s'organiser et de s'amplifier par le bas un mouvement de solidarité qui se construit et se fortifie, donnant aux travailleurs des armes pour affronter une lutte longue et la mener jusqu'à la victoire.

Les dix-huit ouvriers de chez Lesparre démontrent que ce sont eux qui dirigent leur action, ce sont eux qui poussent l'union locale à participer au soutien. Ils savent que leur conflit risque de durer et mettent en mouvement autour d'eux la solidarité la plus grande pour créer un rapport de force qui fera plier le patron comme en témoignent ses reculs successifs. C'est dans cet esprit et forts de la solidarité qui s'organise qu'ils aborderont les négociations de mardi prochain bien décidés à continuer leur lutte si leurs revendications n'aboutissent pas.

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !
CLASSE CONTRE CLASSE !

Correspondant :

Le cercle marxiste-léniniste de Bayonne
en voie d'unification avec H.R.

Le 25 mai 1974.

Hexa-Limbourg (Marseille)

usine occupée depuis 54 jours

Hexa-Limbourg est une entreprise de fabrication d'enseignes lumineuses. Les ouvrières et les ouvriers occupent leur usine depuis le 1^{er} avril 1974.

Des ouvriers s'étaient aperçus que la direction de l'entreprise faisait expédier discrètement certaines machines à Tours...

Les délégués ont donc posé des questions précises à la direction qui a commencé par nier toute volonté de démantèlement ! Devant l'insistance des délégués, la direction propose aux ouvriers un « plan de désengagement » !...

Ce plan a été rejeté à l'unanimité par les ouvriers réunis en assemblée générale le 27 mars 1974.

La direction n'ayant pas modifié sa ligne de conduite, 90 % des travailleurs votent la grève avec occupation le 1^{er} avril... Ils constituent leur comité de grève.

Les travailleurs d'Hexa-Limbourg sont très unis et bien organisés : trois groupes ont été constitués dès le début de la grève, un groupe chargé de régler les problèmes de l'occupation (tours de garde, sécurité, etc...) ; un autre chargé du colportage des fonds, de la gestion de la caisse de grève, de la bonne marche de la cantine gratuite ; et un autre groupe spécialisé dans la propagande qui doit travailler à populariser le mouvement.

Les ouvriers et ouvrières d'Hexa ont su déjouer les manœuvres malhonnêtes des patrons et de la chambre de commerce de Marseille (qui a tenté d'influencer les travailleurs en envoyant des « enquêteurs » qui ont « découvert » que l'usine de Marseille n'est plus rentable !)

ILS SONT DETERMINES A DEFENDRE LEUR DROIT AU TRAVAIL !

Les dirigeants de la fédération du parti révisionniste ont été très actifs pour tenter de trouver des arrangements avec la direction... Aux dernières nouvelles, ces derniers auraient proposé une « solution » : en travaillant avec ardeur, les ouvrières et ouvriers devraient faire la preuve de la « rentabilité » de l'usine de Marseille ! Un « nouveau directeur » aurait déjà « accepté » cette honteuse proposition.

Les travailleurs d'Hexa-Limbourg doivent renforcer leur vigilance car les manœuvres révisionnistes sont plus subtiles et dangereuses que celles qu'ils ont réussi à déjouer jusqu'à ce jour.

Correspondant H.R.

Colombes

révisionnisme et racisme

La municipalité révisionniste de Colombes attribue des bons de gaz et de charbon aux familles nombreuses. Mais il faut montrer « une carte d'électeur ou toute autre pièce attestant que le chef de famille ou l'épouse est de nationalité française ». Demander la carte d'électeur, voilà bien l'électorisme pourri. Quant aux familles d'immigrés qui n'ont pas la nationalité française, elles n'auront ni gaz ni charbon ; voilà le chauvinisme. En somme, la mairie touche ses impôts de tous les habitants, mais elle réserve ses largesses aux Français. Ainsi, elle profite comme elle peut de l'immigration organisée par l'impérialisme français. Telle est la logique des sociaux impérialistes. Interrogé sur cette exploitation des immigrés, un responsable de la mairie a eu le culot de répondre que ce règlement n'écartait que les Américains. Et alors, pourquoi dans des cantines municipales de Colombes les enfants d'immigrés sont mis à des tables à part ? Pourquoi la maternité municipale de Saint-Denis ne propose l'accouchement sans douleur qu'aux femmes qui comprennent bien le français ? Pourquoi les maires révisionnistes de la région parisienne refusent-ils de reloger les immigrés, et prétendent, dans une déclaration commune : « A l'heure ou des centaines de milliers de familles françaises attendent un logement, le financement du relogement des travailleurs immigrés ne peut et ne doit en aucun cas être à la charge du budget communal. » Un résultat parmi d'autres : à Gennevilliers, il y a plus de 30 % d'immigrés, mais dans les H.L.M., ils ne sont plus que 9 % (chiffres fournis par la mairie).

Toutes ces formes d'exploitation et de discrimination s'appuient sur une propagande raciste largement diffusée. Ainsi l'*Humanité Dimanche* reproduit ces déclarations de l'adjoint au maire de Gennevilliers : « Plus de 30 % de la population est étrangère parce que le pouvoir se refuse à

VILLE DE COLOMBES ALLOCATION de CHARBON AUX FAMILLES NOMBREUSES NE POSSEDANT AUCUNE INSTALLATION PERMETTANT DE FAIRE LA CUISINE AU GAZ

La Ville de Colombes a l'honneur d'attribuer la population qu'elle régit, au titre de l'article 1031, du décret du 10 août 1955, la somme de 1000 francs par an, à titre de subvention pour l'achat de charbon.

Le montant de cette subvention est fixé en fonction de la composition de la famille et de la situation de la personne qui en bénéficie.

Le montant de cette subvention est fixé en fonction de la composition de la famille et de la situation de la personne qui en bénéficie.

— 2 enfants 500 francs pour le chef de famille et 250 francs par enfant, soit 1000 francs maximum par mois
— 3 enfants 125 francs en supplément pour le 3^e enfant, soit 1125 francs maximum par mois
125 francs en supplément pour tout autre enfant à charge

Certificat de non imposition à la surtaxe progressive

Catégorie	CATEGORIE A		CATEGORIE B	
	Montant	Montant	Montant	Montant
1	100	100	100	100
2	200	200	200	200
3	300	300	300	300
4	400	400	400	400
5	500	500	500	500
6	600	600	600	600
7	700	700	700	700
8	800	800	800	800
9	900	900	900	900
10	1000	1000	1000	1000

répartir équitablement les travailleurs immigrés dans les différentes communes de la région parisienne. Le but du gouvernement est de nous faire supporter le coût de la politique d'immigration. C'est une situation anormale qui peut engendrer, de la part de la population, un sentiment de gêne et de frustration. Un exemple : les diminutions du prix de cantine représentent une dépense de 271 650 F pour les enfants français et de 439 439,60 F pour les enfants immigrés. » Autant dire que les immigrés sont envoyés par le gouvernement pour spolier « la population » des bienfaits de la gestion révisionniste et manger le pain des petits Français. Et pourquoi le même article décrit-il ainsi Gennevilliers : « On les reconnaît moins à leurs vêtements qu'à leur teint basané au-dessus d'une petite moustache... Crânes ronds, des garçons dont les cheveux crépus, coupés ras, épousent la forme arrondie. Sourires à faire grincer des dents des agents de publicité pour pâte dentifrice... Ces enfants ne parlent réellement aucune langue, mais une espèce de jargon de bidonville. » (15-21 mars 1972, p. 13.) Minute ne parle pas autrement.

Le racisme est aussi un instrument du social-fascisme, que les révisionnistes font régner où ils le peuvent. Pour lutter contre le racisme, luttons contre ceux qui le propagent au sein du peuple, luttons contre le révisionnisme !

CAPITAL ASSASSIN !

La classe ouvrière paie chaque année un lourd tribut à la classe exploiteuse :

- 2 883 morts et 1 115 245 blessés au travail en 1971 ;
- 168 385 accidents de trajet dont 1 666 mortels la même année.

La médecine du travail adapte l'homme à son travail et sert la bourgeoisie dans sa politique de profit :

- Médecins peu nombreux, pas qualifiés, et de plus salariés du patron, donc à sa botte ;
- Visite d'embauche : pour voir si le travailleur est rentable ;
- Visite annuelle : pour contrôler le maintien de la rentabilité ;
- Visite d'atelier par le médecin : inexistante.

L'investissement pour la sécurité et la prévention revient plus cher au patron que la mort d'un ouvrier (amendes dérisoires payées par le patron).

Les équipements de sécurité (masques, ceintures de sécurité...) sont mal étudiés et, de surcroît, incompatibles avec les cadences imposées aux travailleurs.

Est-ce un hasard si les plus touchés sont les travailleurs immigrés, quand on sait qu'ils font souvent les travaux les plus pénibles et les plus dangereux, et qu'ils sont mal informés, et pas dans leur langue ?

Mais tout le cynisme de la classe exploiteuse apparaît clairement quand elle propose aux ouvriers des primes de sécurité, ou plutôt des primes « d'insécurité », des primes de rendement pour compenser les risques (primes non négligeables pour des salaires de 1 000 F).

La santé des travailleurs importe peu pour la classe exploiteuse, qui prête à maintenir ses profits et utilise ses machines de manière intensive au détriment de la santé ou de la vie des travailleurs. Ainsi, selon le C.N.P.F., « la santé des travailleurs est un élément de la vie économique et non un droit ». C'est au nom de la croissance capitaliste qu'on se permet de monnayer à bas prix la santé des travailleurs !

Correspondant H.R.

Le révisionnisme, un ennemi qu'il faut combattre impitoyablement

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, représente, comme le dit Lénine, l'anti-chambre du socialisme. Il ne saurait y avoir d'étape intermédiaire : la révolution prolétarienne balayera le capitalisme monopoliste d'Etat et instituera la dictature du prolétariat, dans notre pays comme dans les autres pays capitalistes, sous la direction du parti d'avant-garde de la classe ouvrière, parti léniniste de type nouveau. Lénine analysa les fondements économiques de l'impérialisme, développant de manière créatrice le marxisme, l'appliquant aux conditions historiques de son époque. Pour ce faire, il dut lutter sans répit contre les falsificateurs du marxisme, les révisionnistes de l'époque, qu'ils s'appellent Kautsky ou Bernstein. C'est dans une lutte de classes acharnée contre les théories bourgeoises défendues par ces « marxistes en paroles » qu'une analyse matérialiste et dialectique de l'impérialisme put être clairement menée. « Si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère » a dit Lénine, car l'opportunisme est une manifestation de capitulation devant l'ennemi de classe, une voie ouverte à la collaboration avec lui. Et, en définitive, le révisionnisme des Kautsky et autres, présentait des aspects essentiels de capitulation parce qu'il était incapable d'analyser de manière rigoureuse et scientifique les contradictions internes de l'impérialisme et le nécessaire essor révolutionnaire des masses populaires avec à leur tête le prolétariat. C'était là une arme idéologique et politique importante de la bourgeoisie afin de combattre le marxisme et démobiliser les peuples des pays capitalistes.

« Le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir »

Aujourd'hui, dans le monde, bien des choses ont changé. La situation internationale a certes modifié son visage et cela dans le sens d'une démonstration de la justesse des thèses de Lénine : l'impérialisme, notamment caractérisé, du fait de son aspiration à l'hégémonie, comme fauteur de guerres, a effectivement et est aujourd'hui encore responsable de guerres impérialistes auxquelles répondent des guerres de libération. Il est responsable de la tension dans le monde, mais de partout les luttes anti-impérialistes se développent. En réalité, quant à la caractérisation de notre époque historique, elle est de même nature que l'époque léniniste, l'époque de la révolution prolétarienne, l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat, capitalisme pourrissant, agonisant et parasite. Les phénomènes de notre époque n'ont pas changé de nature, mais, et cela est normal, d'envergure. Aussi la réponse reste-t-elle la même et elle est celle que le président Mao a défini ainsi : « Aujourd'hui dans le monde, la tendance principale est à la révolution ». C'est là une situation excellente. Pourtant la bourgeoisie n'a pas baissé les bras, loin de là.

La seconde guerre mondiale avait permis l'essor impétueux du camp socialiste. Celui-ci était rapidement renforcé par la victoire des forces révolutionnaires en République populaire de Chine. La dégénérescence de nombreux pays socialistes, dont le premier état de dictature du prolétariat du monde, l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline, en pays révisionnistes, a momentanément affaibli les forces marxistes-léninistes et créé une situation inédite : pour la première fois, des agents révisionnistes sont au pouvoir dans de nombreux états. Pour bien comprendre cette offensive de la bourgeoisie, il faut se replonger dans l'étude de l'ouvrage de Lénine « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » ; le président Mao Tsé-toung a indiqué que « le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir » et chaque manifestation des révisionnistes, que ce soit au niveau politique, idéologique, économique, culturel ou autres, est nécessairement un reflet de leur conception du monde qui est celle de la bourgeoisie. Ainsi le social-impérialisme russe n'est-il pas un « état ou-

vrier dégénéré » comme se plaisent à le « théoriser » les trotskystes de tous poils, justifiant ainsi par avance leur complicité objective avec lui, mais bel et bien un impérialisme au sens léniniste du terme. Un impérialisme au régime intérieur social-fasciste, agressif en politique extérieure, caressant le rêve utopique de dominer un jour le monde.

Un régime social-fasciste

Les fondements du social-impérialisme résident en sa nature économique avant tout : la bourgeoisie ne saurait être au pouvoir d'un état socialiste. C'est-à-dire que lorsque les révisionnistes modernes se sont emparés du pouvoir en U.R.S.S., ils ont travaillé à restaurer le capitalisme, à transformer la propriété d'état socialiste en propriété de la bourgeoisie monopoliste d'Etat : l'économie, de socialiste, est aujourd'hui devenue une économie capitaliste monopoliste d'état. La question fondamentale de la classe qui détient le pouvoir d'état en U.R.S.S. actuellement doit amener une réponse claire : c'est la bourgeoisie qui détient le pouvoir en U.R.S.S., une nouvelle bourgeoisie monopoliste et bureaucratique, une bourgeoisie qui a achevé la restauration du capitalisme et dirige un état impérialiste.

Tout le reste n'est que conséquences de l'aspect économique essentiel. Ainsi quel est le sort maintenant réservé à la classe ouvrière en U.R.S.S. ? Les ouvriers russes ont affaire à des patrons capitalistes qui ont le pouvoir de les licencier, qui disposent d'une propriété privée individuelle sur certains biens de leur entreprise, et bénéficient de privilèges matériels. Toute manifestation de la classe ouvrière est sauvagement réprimée. La pourriture de la minorité de privilégiés en U.R.S.S. se traduit par son enrichissement continu et la paupérisation de la classe ouvrière : les primes et taxes pour les patrons ne se comptent plus, toutes les richesses produites sont dans les mêmes mains monopolistes. Ainsi les différences de salaires sont-elles aujourd'hui impressionnantes, de 1 pour l'ouvrier à plusieurs dizaines de fois plus pour un bourgeois.

Le social-impérialisme : Un impérialisme agressif

La conséquence de la nature du régime en U.R.S.S., sur le plan de la politique extérieure, est évidemment la recherche de débouchés économiques, en pratiquant comme le font tous les impérialistes, pillage, néo-colonialisme et emploi de la violence militaire s'il le faut.

Nous pouvons là prendre plusieurs exemples :

Dans le domaine du pillage néo-colonial, « le gouvernement soviétique », rapporte « Toufahn », organe de l'organisation marxiste-léniniste d'Iran, « achète le gaz iranien à la frontière, au prix de 6,65 dollars les 1 000 m³. Il revend ce même gaz à l'Autriche pour 15 dollars les 1 000 m³. Si l'on évalue son bénéfice net à 8 dollars les 1 000 m³, et étant donné que l'Iran doit fournir à l'U.R.S.S. 8 milliards de m³, le pillage révisionniste peut être évalué à 64 milliards de dollars. » Cette pratique d'achat à bas prix et de revente au prix fort est systématique chez les sociaux-impérialistes. Le pétrole ou le blé sont aussi des sources d'enrichissement.

Le « Comecon » est ce marché commun de l'Est dont le but est aujourd'hui de satisfaire les intérêts économiques des sociaux-impérialistes. Chaque pays se spécialise dans certains secteurs, ce qui le rend dépendant économiquement de l'ensemble de la « communauté » dont le centre est à Moscou.

Dans ses néo-colonies, la nouvelle bourgeoisie russe a placé un personnel politique réactionnaire qui lui est tout dévoué puisqu'il lui doit sa place.

Ce personnel acheté par les nouveaux tsars ne doit évidemment pas essayer de jouer cavalier seul : les contradictions ont rarement le temps de se développer jusque-là. Pourtant lorsque c'est le cas, les sociaux-impérialistes interviennent militairement. Ce fut le sort de la Tchécoslovaquie où il reste encore des troupes russes d'occupation et qui vient de renforcer sa répression policière le 24 avril dernier. Une nouvelle loi permet en effet, en fonction de l'expérience Dubcek, de « ...porter atteinte aux droits et aux libertés des citoyens si la protection du système social et de l'Etat socialiste (sic) de l'ordre public, de la sécurité des personnes ou des biens l'exigent... », cela afin de lutter contre les « éléments sociaux ».

De même, en Pologne, en 1970, devant les luttes héroïques de la classe ouvrière polonaise, les sociaux-impérialistes ont remplacé leurs hommes de main.

Des intérêts économiques des sociaux-impérialistes découlent leur jeu politique et diplomatique. Dans la lutte pour l'hégémonie mondiale qui l'oppose à l'impérialisme américain, le social-impérialisme russe monte ou soutient complots sur complots, coups de main sur coups de main : que ce soit au Soudan, ou en Afghanistan récemment, par des coups d'état dont celui du Soudan a échoué, au Moyen-Orient en se livrant au chantage économique envers l'Egypte, ou au Pakistan, etc.

Il n'y a pas une mer au monde où les forces navales russes ne patrouillent, se livrant parfois à l'espionnage, violant les eaux territoriales de certains pays, bafouant tous les droits maritimes, faisant preuve de l'arrogance d'une grande puissance. Les troupes soviétiques encerclent la Chine, et grâce aux forces militaires du Pacte de Varsovie, enserrent l'Europe. Ces tenants de la détente sont armés jusqu'aux dents et se livrent à une lutte acharnée contre l'impérialisme américain, lutte de rivaux qui sont toujours complices sur le dos des peuples du monde. La militarisation forcée à laquelle se livrent les deux supergrands et surtout les nouveaux tsars se fait au dépend de l'industrie civile du pays, déséquilibrant dangereusement la balance financière du budget du pays.

Le révisionnisme moderne, obstacle principal à la révolution prolétarienne

La lutte pour l'hégémonie des deux superpuissances a une forme aiguë en Europe. L'Europe, enjeu stratégique de leur rivalité, permettrait, pour la superpuissance qui s'en emparerait d'affaiblir de manière peut-être décisive l'autre superpuissance.

C'est pourquoi les sociaux-impérialistes n'ont pas simplement acheté des laquais dévoués au pouvoir dans d'autres pays. Certains de leurs apôtres les plus zélés ne sont pas au pouvoir. Ainsi les révisionnistes français, dont les dirigeants comptent parmi leurs plus fidèles agents : ils sont chargés de faire croire à la volonté de paix de leurs seigneurs, à la réalité de la « détente » et de la « coexistence pacifique ». Ils inculquent à notre peuple des illusions mortelles : ils le désarment idéologiquement, politiquement et s'il le fallait, militairement, tablant notamment aussi sur le prestige de l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline. Et ils sont aidés objectivement dans cette tâche de démobilité par ceux qui détournent une juste position de classe de la jeunesse condamnant l'armée en tant que pilier du capitalisme, en un anti-militarisme ou un pacifisme rejetant toute politique de défense nationale ; et cela va des trotskystes, alliés naturels des révisionnistes, aux objecteurs de conscience. C'est notre tâche de démasquer ces courants de soutien au révisionnisme, mais notre tâche principale, c'est arracher la classe ouvrière de notre pays à l'influence du révisionnisme moderne, c'est développer la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	TIRANA	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
			21 h		
			22 h		sur 31, 42 et 215 m ;
			23 h 30		sur 31 et 41 m.

Les révisionnistes portugais au service de la contre-révolution

Depuis le 25 avril, date du coup d'Etat du Mouvement des forces armées, un immense mouvement populaire se développe au Portugal et en particulier dans la classe ouvrière des grands centres industriels. Les grèves et les manifestations pour l'augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail, se sont multipliées ces derniers jours. La jeunesse également s'est soulevée et a notamment manifesté il y a quinze jours à l'aéroport de Lisbonne contre le départ de nouvelles troupes pour l'Angola.

Et déjà, les révisionnistes portugais, dont deux des leurs sont au gouvernement provisoire, l'un ministre d'Etat — Cunhal, le secrétaire général du P.C. — P. — et l'autre au ministère du Travail, jouent comme il se devait l'ignoble rôle qui leur était réservé : celui d'arrière-garde, de fourrier de la réaction fasciste. En effet à peine le peuple ouvrait-il la bouche pour demander satisfaction des plus humbles revendications, que ces maîtres de la démagogie et du mensonge taxait celles-ci de provocations... gauchistes, assimilant ainsi certaines grèves effectivement douteuses à l'immense mouvement gréviste de la semaine passée. (Les révisionnistes parlent effectivement que des grèves des pompistes et des boulangers, mais les autres autrement plus importantes, ils n'en parlent pas.)

Nous le disions déjà dans un article précédent, la venue des révisionnistes au gouvernement représente pour la politique intérieure la garantie pour la bourgeoisie portugaise du maintien de la paix sociale, le temps pour le nouveau régime de mettre en place de nouvelles institutions. Mais en aucun cas cela représente un gage pour la démocratisation réelle et durable auquel aspire le peuple portugais.

Avec les événements du Portugal, les révisionnistes de toute part et en particulier en France la clique Marchais, tentent

une nouvelle fois de mystifier les peuples et de masquer l'échec de leur ligne du « passage pacifique » en particulier par rapport à la question de la nature des forces armées d'un Etat capitaliste et colonialiste.

La fin du régime d'Union populaire au Chili, baignée dans le sang par les forces armées fascistes soit disant « neutre et apolitique » avait fait beaucoup de remous dans les rangs du parti révisionniste français. Tant d'ailleurs que pour apaiser le désir d'agir de leurs militants, ils avalent dû les lancer dans des opérations d'éclats du type de celle de l'ambassade du Chili à Paris en 1973.

Avec les événements du Portugal, voilà qu'ils ont trouvé de l'eau pour tenter de faire tourner la roue de l'Histoire à l'envers. Selon eux, le coup d'Etat du Mouvement des forces armées, ayant l'appui du mouvement populaire, serait pour la conquête de la démocratie. Voilà une tromperie de taille, mais que les faits présents et à venir démasquent bien vite. En quelques sortes, une armée fasciste, colonialiste peut devenir une armée révolutionnaire et démocratique : une armée dont le contenu de classe, l'idéologie réactionnaire qui la domine peut faire la révolution démocratique à la place du peuple. De qui vous moquez-vous ? Vous dites les faits sont les faits ! Là encore, c'est une grave mystification, car nous ne vous prenons pas pour des naïfs mais pour des politiciens bourgeois, rusés et habiles dans l'art de tromper les masses. Nous vous retournons l'argument : « Oui, les faits sont les faits ! » Mais de quels faits s'agit-il ? Si l'on gratte un peu le vernis « démocratique » que découvre-t-on ? On découvre tout simplement, que l'Etat fasciste n'a pas été brisé. L'Etat, c'est-à-dire son appareil. Et son appareil ce n'est pas seulement la D.S.G.-P.I.D.E. L'Etat, c'est l'appareil militaire : Spínola, rappelons-le était le chef des armées quelques mois encore avant sa destitu-

tion. Pour convaincre encore s'il en était besoin, nous rappellerons qu'il a été volontaire dans les armées franquistes durant la guerre civile et volontaire dans l'armée S.S. à Stalingrad. Mais ce n'est pas tout, l'Etat c'est l'appareil judiciaire qui n'a pas été touché que l'on sache, artisan de la légalisation des tortures, des massacres, de l'emprisonnement arbitraire. L'Etat c'est l'appareil policier : la P.I.D.E. n'a pas été dissoute dans les colonies, au contraire depuis un mois elle se spécialise dans la constitution de partis fantoches dans l'espoir de créer une troisième force pouvant faire pression dans d'éventuelle négociation. L'Etat c'est également l'appareil de propagande par l'école et les journaux : les journaux fascistes continuent leurs publications régulières avec les mêmes journalistes.

En aucun cas il ne s'agit de « révolution ». D'ailleurs, Cunhal a été très clair : « La violence révolutionnaire serait dangereuse... »

La réalité que les révisionnistes cachent à leurs militants et sympathisants, c'est que ce « changement » dans la politique de l'Etat portugais, n'est qu'une tentative de la réaction fasciste portugaise liée à l'impérialisme U.S., d'élargir la base du régime espérant ainsi avec l'appui de la « gauche » le sauver de la chute inéluctable.

Nous invitons tous les démocrates les progressistes et les révolutionnaires à ne pas se laisser tromper par les apparences et les mystifications lancées par tel ou tel, mais bien à regarder les faits, la réalité profonde de notre monde d'aujourd'hui. Particulièrement par rapport à l'Europe que convoitait et où rivalisent les visées hégémoniques des deux superpuissances : U.S.A.-U.R.S.S.

Nous les appelons à soutenir activement les mouvements armés de libération nationale des colonies portugaises pour une indépendance totale.

Les super-puissances condamnées

(extraits du communiqué commun Chine-Cambodge du 27 mai 1974)

... La partie chinoise condamne l'impérialisme américain qui poursuit sa guerre d'agression au Cambodge en utilisant comme instrument la clique traîtresse de Lon Nol. Le Gouvernement américain doit mettre fin à son agression contre le Cambodge et cesser tout soutien et toute aide à la clique traîtresse de Phnom Penh. Le problème cambodgien doit être réglé par le peuple cambodgien lui-même, sans ingérence étrangère.

Le peuple chinois a la profonde conviction que l'héroïque peuple cambodgien, portant haut levé le drapeau de la détermination au combat, pourra à coup sûr réaliser la « déclaration en cinq points » et le programme politique du F.U.N.C., et édifier un nouveau Cambodge, réellement indépendant, pacifique, neutre, souverain, démocratique et prospère sur la base de l'intégrité territoriale.

La délégation du F.U.N.C. et du G.R.U.N.C. exprime sa profonde reconnaissance au gouvernement et au peuple chinois pour l'aide multiforme qu'ils ont apportée sans réserve tant sur le plan moral, matériel que diplomatique à la lutte du peuple cambodgien pour la libération populaire et nationale, contre l'impérialisme américain et ses laquais.

Les victoires que le peuple cambodgien a obtenues dans sa lutte qui se poursuit depuis plus de quatre ans sont inséparables de l'aide du peuple chinois frère.

Lors de sa visite, la délégation cambodgienne a exprimé son admiration pour les succès que le peuple et le gouvernement de Chine et le Parti communiste chinois ont enregistrés dans tous les domaines de la révolution et de l'édification socialistes sous la juste direction du Comité central du Parti ayant comme

illustre leader le président Mao Tsé-toung. Les progrès et les développements réalisés par le peuple chinois grâce à sa lutte ferme et inflexible démontrent pleinement que celui-ci a assimilé et pénétré profondément le marxisme, le léninisme, la pensée maotse-toung — l'arme qui l'a conduit de victoire en victoire.

Le peuple du Cambodge tient les victoires du peuple chinois pour les siennes, et considère le peuple chinois ainsi que la Chine comme étant son puissant soutien et son arrière sûr dans la lutte pour la libération populaire et nationale.

La partie cambodgienne appuie résolument la lutte du peuple chinois pour libérer la province de Taiwan, territoire inaliénable de la République populaire de Chine.

Les deux parties sont unanimes à estimer que la situation internationale continue d'évoluer à l'avantage des peuples du monde, qu'elle est marquée essentiellement par de grands bouleversements sur le globe. La rivalité entre les superpuissances ainsi que l'agression, la subversion, l'intervention, la mainmise et le pillage auxquels elles se sont livrées en tous lieux, ont exacerbé les diverses contradictions fondamentales existant dans le monde d'aujourd'hui, stimulé l'éveil des peuples et suscité leur résistance. L'ordre ancien, basé sur le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme, se voit ébranlé et miné chaque jour davantage. Les peuples des différents pays avancent victorieusement à travers les bouleversements. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, et les peuples veulent la révolution — c'est un courant de l'Histoire que nulle force ne saurait

endiguer. Les deux parties se tiennent fermement aux côtés de tous les peuples et nations opprimés, et soutiennent résolument leur juste lutte...

Les deux parties sont d'avis que la croissance de la force de nombreux pays du tiers monde, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, est un événement d'importance majeure qui encourage les peuples du monde. Ces pays renforcent leur unité dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, l'hégémonisme et la politique du plus fort, et jouent un rôle grandissant dans les affaires internationales. Les deux parties déclarent à l'unanimité qu'en tant que membres du tiers monde, elles se tiendront inébranlablement aux côtés des pays et peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et apporteront un appui énergique à leur juste lutte pour conquérir et sauvegarder l'indépendance nationale, défendre la souveraineté d'Etat, développer l'économie nationale et préserver les ressources nationales.

La Chine et le Cambodge sont des voisins amis — et les deux peuples, de proches compagnons d'armes et des frères intimes. Les deux parties notent avec satisfaction que la profonde amitié et l'unité combattante entre les peuples chinois et cambodgien, qui ont soutenu les épreuves de la longue lutte révolutionnaire, se consolident et se développent sans discontinuer. L'accord sur l'octroi sans contrepartie, par la Chine, d'équipements et de matériel militaires au Cambodge pour l'année 1974, signé entre le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge constitue un nouveau témoignage probant de la solidarité militante entre les peuples chinois et cambodgien...

Irlande

Un nouveau crime des colonialistes britanniques

Le 8 mars 1973, des bombes explosent à Londres, qui viennent rappeler au gouvernement britannique la sale guerre impérialiste qu'il mène contre le peuple irlandais.

Plusieurs patriotes irlandais sont aussitôt arrêtés, et avant qu'ils ne soient jugés, une campagne de presse (radio-télé-journaux) condamne les « coupables ».

Marion Price, 19 ans (perpétuité) et sa sœur Dolours, 23 ans (perpétuité plus... 20 ans !) à la prison de Brixton.

Gerald Kelly, 19 ans, marié, un enfant : perpétuité plus 20 ans à Wormwood Scrubbs.

Hugh Feeney, 21 ans, perpétuité plus 20 ans à Gartree Prison.

Le jour même de leur condamnation (14 novembre 1973), ils commencent une grève de la faim pour demander à purger leur peine en Irlande, dans leur pays occupé... requête qui n'a rien d'exceptionnel. Mais pour ces 4 autres nouvelles victimes de l'impérialisme commence un long calvaire.

Certains doivent rester nus, dans le secret de leur cellule ; souvent leur courrier leur est confisqué ; souvent leurs parents — qui doivent venir d'Irlande — n'ont pas la permission de les voir, ou doivent attendre plusieurs jours pour le faire, etc.

Mais le plus odieux, c'est qu'ils doivent subir, chaque matin, une torture atroce : le gouvernement britannique leur impose en effet d'être nourris de force ; le procédé consiste en ce que l'on introduit par la bouche, jusqu'à l'estomac, un tube de plastique dans lequel on déverse une nourriture liquide, pendant 5 longues minutes, qui leur dilate l'estomac et qui provoque des vomissements, des étouffements et éventuellement des perforations.

Ce procédé inqualifiable a soulevé, de par le monde, de nombreuses protestations et plusieurs médecins ont averti le gouvernement qu'un tel traitement était contraire à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la législation internationale (ONU). Mais les bourreaux n'ont nullement fléchi, et les « promesses » de Wilson, pour les élections générales de février 1974 ont vite été oubliées par le nouveau « Premier »... Wilson !

Aujourd'hui, après quelques 200 jours de grève de la faim, la « nourriture forcée » a dû être interrompue, vu l'état désespéré des prisonniers ; les proches de Gerald Kelly, ne peuvent plus lui rendre visite (est-il déjà mort ?) ; la BBC, jusqu'ici relativement silencieuse à ce sujet, commence à « préparer l'opinion » sur le sort tragique des patriotes (« Ils sont mourants »)...

Le gouvernement colonialiste britannique s'est rendu coupable de nombreux crimes contre le peuple irlandais : massacres planifiés, comme à Derry, le 30 janvier 1972, meurtres « déguisés », opérés par les services secrets, etc.

Ce nouvel et lent assassinat ne restera pas impuni. Tôt ou tard le peuple irlandais, uni et en arme, vengera ses fils tombés pour une Irlande libre et indépendante.

Le congrès des Amitiés Franco-Chinoises s'est tenu, avec succès, les 2 et 3 juin à Paris.

Nous consacrerons un article à cet événement important dans notre prochain numéro, la parution du journal sur huit pages et des délais plus réduits de fabrication nous empêchant de le passer dans ce numéro.

IL N'Y A PAS D'O. S. EN CHINE

Il y a en France près de trois millions d'O.S., soit 35 % de la classe ouvrière. Ce sont essentiellement des travailleurs à la chaîne qui effectuent un travail répétitif « réduit en miettes ». C'est la parcellisation des tâches, c'est la monotonie du travail. L'homme n'est pas le maître de la machine, il en est l'esclave. La chaîne fonctionne à un rythme déterminé par le patron en fonction de ses seuls intérêts. L'ouvrier doit s'y soumettre totalement, dépossédé qu'il est de toute liberté, de toute initiative et de toute responsabilité. C'est ce que Taylor résumait brutalement en disant à ses ouvriers : « On ne vous demande pas de penser, il y a d'autres gens qui sont payés pour ça. » Les cadences sont chronométrées et dépassent souvent les capacités normales de l'homme : on dit alors qu'elles sont « infernales ». Les O.S. travaillent généralement dans une atmosphère éprouvante : le bruit, le froid, la chaleur, les vapeurs ou les vibrations augmentent leur fatigue, sans parler des brimades des « petits chefs ». Même le salaire est lié à la machine, indépendamment de l'homme : c'est la cotation de poste. De plus, la rémunération des O.S. est en relation étroite avec les cadences. Ce sont les primes de rendement, qui atteignent parfois le quart du salaire et qui donc accentuent considérablement la contrainte exercée sur l'ouvrier à la chaîne.

Qu'en est-il en Chine ?

Ce qu'il faut bien admettre, c'est que le travail parcellaire à la chaîne demeure, avec son cortège classique de bruit, de froid, de chaleur et de nuisances de toutes sortes. Les cadences sont parfois même rapides, comme à l'usine de construction automobile n° 1 de Chang Chung. Telles sont les apparences dont se satisfont les observateurs bourgeois qui vont répétant partout que le problème des O.S. est universel et se retrouve même dans les pays socialistes où, selon eux, il n'est pas encore réglé.

Mais la réalité profonde est toute autre, comme nous l'ont révélé nos multiples entretiens avec les dirigeants et les ouvriers des onze usines visitées.

L'héritage du passé

Il est un fait tout d'abord que les usines chinoises sont équipées à 90 % de machines soit directement issues de l'occupation colonialiste européenne ou japonaise — donc établies conformément aux normes capitalistes — soit importées d'U.R.S.S., où elles imitaient les modèles occidentaux. Il apparaît donc que le pouvoir de dictature du prolétariat ne pouvait pas créer de toute pièce, du jour au lendemain, une infrastructure industrielle de type nouveau rompant totalement avec le mode de production capitaliste. Tels sont les vestiges de la vieille société qui s'imposent à la nouvelle société. C'est une loi de l'histoire. Mais le prolétariat chinois n'est pas resté les bras croisés devant cette sorte de fatalité. Dès la prise du pouvoir, il a tout mis en œuvre pour modifier les machines dans un sens plus favorable au travail de l'homme. De puissants mouvements de masse ont été lancés, la pratique créatrice de la triple union des ouvriers, techniciens et cadres révolutionnaires a été généralisée et ainsi, des millions d'innovations techniques ont transformé les machines des années 30, 40 ou 50, en machines des années 70 toujours plus automatisées. D'ailleurs, dans chaque escouade de vingt ouvriers, deux d'entre eux sont élus par leurs camarades pour suivre en permanence, tout en travaillant, les questions de sécurité et de bien-être. De grands progrès ont ainsi été réalisés par les ouvriers eux-mêmes. On est donc déjà aux antipodes de la condition d'esclaves des O.S. d'occident.

L'impétuosité révolutionnaire

L'usine de construction automobile n° 1 de Chang Chung est sans doute celle où les cadences nous sont apparues les plus dures. Elles étaient parfois semblables à celle de chez Renault ou de chez Berliet. Mais ce qui détermine tout, c'est que la motivation y est totalement différente. Avant la Libération, il n'y avait aucune usine de fabrication automobile en Chine. Celle de Chang Chung est la première à avoir été édifée sur le sol chinois. Sa construction en 1953 fut donc un événement considérable, sanctionné exceptionnellement par une calligraphie du président Mao qui vint poser la première pierre et l'inspecta en 1958, suscitant un enthousiasme général qui se déchaîna à l'occasion du grand bond en avant puis durant la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Ainsi apparaît un facteur nouveau, politique : l'usine de Chang Chung est et veut rester la première de Chine et ses 40 000 ouvriers



Les travailleurs et techniciens d'une usine sidérurgique de Shanghai expérimentent de nouveaux procédés.

et ouvrières ont à cœur de tout faire en ce sens. C'est l'émulation socialiste révolutionnaire. Pour eux, « mettre la politique au poste de commandement », conformément à la première recommandation de la Charte d'Anchan, c'est appliquer le grand mot d'ordre lancé par le président Mao : « Edifier le socialisme selon les principes : déployer tous ses efforts, aller toujours de l'avant, quantité, rapidité, qualité et économie. » Dès lors, tout s'éclaire. Ces hommes et ces femmes que nous voyons s'activer sur la chaîne, ce ne sont plus des esclaves, ce sont des maîtres, les maîtres de leur usine qui veulent faire de leur mieux pour contribuer à l'édification d'une Chine nouvelle, indépendante et prospère.

L'autodétermination des cadences

En Chine, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui déterminent collectivement leurs cadences. Le plan de production n'est pas élaboré au sommet par des fonctionnaires coupés des réalités qui dicteraient impérativement des normes de travail intenable. Au contraire, ce sont les ouvriers qui discutent et fixent leurs cadences. Partant des demandes exprimées par l'Etat et s'appuyant sur l'appréciation réaliste de leurs possibilités présentes et à venir, compte tenu des innovations techniques en cours de réalisation ou projetées, ils déterminent eux-mêmes leur rythme de travail avant l'établissement définitif du plan de production. Ainsi les cadences sont-elles auto-déterminées d'avance à l'unanimité. C'est d'ailleurs pourquoi elles sont aisément respectées par la suite et souvent même dépassées lorsque de nouveaux progrès techniques non prévus sont réalisés. Le vice-président du comité révolutionnaire de l'usine de construction de locomotives diesel de LUTA nous donna cet exemple : « Cette année, nous devons faire telle pièce en dix minutes. Mais si l'année prochaine une innovation technique permet de la faire en cinq minutes, cette nouvelle cadence sera soumise à la discussion générale et ne pourra être retenue que si elle est finalement acceptée par tous les travailleurs concernés. » Tout cela explique que lorsque l'on visite des usines chinoises, on y voit généralement des ouvriers et des ouvrières qui certes font tous leurs efforts pour combler le retard du pays, car leur conscience politique est élevée, mais qui ignorent dans l'ensemble les cadences épuisantes. Les gestes y sont mesurés et réfléchis et partout l'entente et la bonne humeur règnent, ce qui prouve qu'ils ne sont pas à bout de nerfs. D'ailleurs, tout le monde s'arrêtait à notre passage pour nous saluer et nous applaudir fraternellement.

La fin des stimulants matériels

Engagés dans la voie de la restauration du capitalisme, Liou Chao-Chi et consorts faisaient grand bruit en faveur des « stimulants matériels ». Prenant modèle sur l'Occident et le révisionnisme soviétique, ils prétendaient que les ouvriers ne voulaient vraiment travailler que moyennant un

éventail très hiérarchisé de primes de toutes sortes. Cette question prit une grande ampleur et il résulte de notre enquête qu'elle n'est pas encore définitivement réglée à l'échelle nationale. Mais ce que l'on nous a assuré par contre avec force, c'est qu'il n'y a plus aucune distribution de prime à Shanghai, qui se trouve à l'avant-garde dans la solution de ce problème crucial pour l'édification du socialisme. En dernière analyse, il s'agit de savoir pourquoi et pour qui les ouvriers travaillent. Liou Chao-Chi et consorts répondaient : « Pour gagner de l'argent et améliorer leur condition de vie. » Maintenant, les ouvriers de la première grande ville du pays répondent unanimement : « Nous travaillons pour la révolution chinoise et la révolution mondiale. »

Désormais, chacun perçoit un salaire qui ne dépend plus du poste de travail mais de l'homme. Il est fixé d'après une grille établie par l'Etat en fonction de l'ancienneté, du niveau politique prolétarien, du niveau technique et de l'appréciation des responsables. D'une manière générale, il est appliqué un système de salaires bas ou il n'est pas rare qu'un ouvrier chevronné soit à un échelon supérieur à celui d'un technicien ou d'un cadre.

La disparition des brimades

Jusqu'en 1966, des règlements sévères et tatillons assortis d'amendes étouffaient l'esprit créateur et l'initiative des masses. Nombreux étaient les cas où les propositions d'innovations techniques issues des ouvriers avaient besoin de 20 ou 30 autorisations pour aboutir. Mais à la suite de la grande révolte ouvrière de la Révolution culturelle prolétarienne, ces règlements irrationnels ont été déchirés et remplacés. Les « petits-chefs » qui aboyaient après les ouvriers ont disparu. Comme nous l'a dit un membre du comité révolutionnaire de l'usine des machines-outils numéro 1 de Chenyang : « Nous comptons surtout sur la conscience révolutionnaire des ouvriers pour bien travailler et faire de leur mieux pour rattraper le retard pris lors de leur absence. Les ouvriers sont très disciplinés dans l'ensemble. Les plus mauvais éléments sont encouragés par la voie idéologique et non par des « stimulants matériels », par la persuasion plutôt que par la contrainte. Nous faisons l'éloge de ceux qui ont bien travaillé sur les tableaux d'honneur et à la radio de l'usine. Chaque trimestre sont élus des « travailleurs d'avant-garde » qui ont fait leurs preuves dans un domaine particulier et à la fin de chaque année, le comité révolutionnaire nomme parmi ces derniers les « ouvriers modèles » dont l'ensemble du comportement est donné en exemple à toute l'usine et parfois à tout le pays. Tous ces travailleurs sont profondément respectés par les masses, ce qui les encourage grandement. »

Alors, dans ces conditions, peut-on toujours dire qu'il subsiste des OS en Chine ?

En s'en tenant à l'essence du phénomène et comparativement à la condition d'OS chez nous, la réponse est évidente : c'est NON !

Pierre ROMAIN

Le nouveau gouvernement, l'Europe et les deux superpuissances

La politique internationale du nouveau gouvernement ne saurait être fondamentalement différente de celle menée à l'époque de Pompidou : à savoir, la recherche de l'unité européenne. Une telle politique est en effet dictée par les nécessités du développement du capitalisme dans les pays d'Europe occidentale et en particulier en France. C'est ce que nous verrons.

Mais il nous faut d'abord examiner un point de vue selon lequel l'élection de Giscard d'Estaing et la présence de Lecanuet et Cie dans le nouveau gouvernement signifierait l'abdication devant les exigences de l'impérialisme U.S. Or que constate-t-on ?

Dans un article paru dans « *Le Monde diplomatique* » de février 74 Lecanuet dénonçait comme une « conception démodée » « la conception atlantiste de certains Européens, nombreux naguère dans d'autres pays, tels que la Hollande ou l'Allemagne. A leurs yeux, l'Europe occidentale n'avait pas et ne pouvait avoir d'existence propre. Elle n'était qu'un membre du grand corps occidental, un simple maillon de la chaîne atlantique, dont les deux bouts étaient tenus par le leader incontesté de l'Alliance, les Etats-Unis. Ce n'était et ce ne pouvait être qu'un bastion avancé de l'Amérique sur le continent. Dans cette optique, le Marché commun n'était qu'une étape sur la voie d'une vaste zone de libre-échange atlantique. La politique étrangère et de défense de l'Europe se ramenait par définition à la politique américaine ».

Dans ce même article, Lecanuet écrivait à propos des exigences de Kissinger : « La communauté des Neuf ne peut, sans perdre son autonomie, soumettre ses projets de décision à des consultations préalables » et encore : « L'Europe sera européenne dans la mesure où elle existera, c'est-à-dire dans la mesure où elle sera unie. Elle a vocation à définir une politique proprement européenne car ses intérêts — chacun le voit mieux aujourd'hui — ne coïncideront pas toujours avec ceux des Américains... Il faut donc que l'Europe s'organise et se donne ainsi les moyens de constituer une force sinon égale, au moins comparable à celle des Etats-Unis ».

Un an plus tôt, en février 73, Lecanuet, dans « *Le Monde diplomatique* » mettait en garde contre un « danger redoutable » « celui d'une dilution progressive de la Communauté dans une zone de libre-échange atlantique, soumise à la prépondérance des Etats-Unis ».

Comme on le voit il n'est pas là question d'abdiquer devant les exigences de l'impérialisme U.S.

L'élection de Giscard d'Estaing et la liquidation du gaullisme signifient la liquidation de ce qui était pour la bourgeoisie un frein à la réalisation de l'Europe. Le gaullisme se caractérisait par son refus de la « supranationalité », par « l'Europe des nations ». Une telle conception s'opposait à la constitution de l'Europe en tant qu'unité, à la formation d'un gouvernement européen. Pompidou commença à rompre avec une telle conception en particulier dans la dernière période. C'est que la politique gaulliste ne convenait plus aux besoins du capitalisme. L'élection de Giscard d'Estaing marque avant tout ce fait. Dès février 73, Poniatowski réclamait « un changement de méthode, une reconversion intellectuelle ; douloureuse pour certains, mais indispensable : c'est seulement en mettant leurs moyens en commun que les Etats européens retrouveront ensemble une souveraineté réelle, qu'ils conservent sur le papier mais qui leur échappe en réalité. C'est dans le cadre de l'Europe que notre diplomatie trouvera son champ d'action privilégié. C'est par le relais de positions européennes communes que nous pourrions faire prévaloir nos vues sur la scène mondiale... C'est seulement dans la mesure où l'Europe se dotera d'un centre de décision commun qu'elle sera capable de résister aux pressions de toute sorte auxquelles elle va être soumise » (« *Le Monde diplomatique* »).

Quant à Lecanuet, il écrivait à la même époque :

« Que faut-il faire ? Les événements de 1973 proclament l'état d'urgence pour l'Europe. Elle ne peut plus s'accommoder des contradictions et des attermoissements qui ont caractérisé la politique française ces dernières années. Celle-ci doit changer de rythme et d'orientation.

L'objectif défini au "sommet" de Paris pour 1980 est trop éloigné et trop vague. Il faut aller plus vite et plus loin.

Dans les grandes négociations qui s'annoncent, il est impossible de dissocier l'économique et le politique. La réplique aux défis de 1973 ne peut donc qu'être politique. Ce n'est plus en laissant jouer les mécanismes de l'intégration économique qu'on obtiendra l'Europe politique. Celle-ci doit devenir notre objectif premier. A défaut, tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour, depuis plus de vingt ans, pourrait se trouver compromis. L'union économique et monétaire ne sera possible qu'à ce prix. L'indépendance de l'Europe ne sera réellement assurée que par ce moyen.

Que signifie l'Europe politique ? Il est vain de discuter sur les mérites respectifs de la fédération et de la confédération. L'Europe politique signifie la création d'une autorité politique commune, une politique étrangère commune et une politique de défense ».

Des intérêts contradictoires

Une politique n'est pas affaire de sentiments mais d'intérêts. Or, les intérêts des pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest, dont la France, nécessitent la réalisation de l'Europe. Et ceci est contraire aux intérêts de l'impérialisme américain.

Afin d'assurer leur développement les pays capitalistes de la C.E.E. ont mis en place des zones de libre-échange, condition indispensable pour leurs exportations. Mais du même coup, cela rend plus difficiles les exportations U.S. en direction de l'Europe en les renchérissant. De telles zones ont été également mises en place avec les pays du bassin méditerranéen et d'Afrique noire, ce qui a pour effet de rendre encore plus difficiles les exportations U.S. Ainsi d'ailleurs que celles du Japon, qui par voie de conséquence se tourne vers le marché américain. L'élargissement de la C.E.E. à la Grande-Bretagne et d'autres pays a eu pour effet de rendre plus difficiles les exportations U.S. Des négociations se sont ouvertes il y a un an pour en modérer les effets. L'intérêt des pays européens étant que les tarifs douaniers soient maintenus à leur plus haut niveau, et celui des U.S.A. à leur plus bas niveau. Une partie de ces négociations vient de se terminer, après de multiples menaces de représailles commerciales, par un succès relatif des U.S.A. et une perte d'environ 30 millions de dollars pour la C.E.E. Et cela à un moment où les balances des paiements de nombreux pays européens dont la France sont déficitaires, ce qui nécessite de nouvelles ressources. Il est clair que pour la suite des négociations les pays de la C.E.E. ne pourront que s'opposer aux nouvelles exigences U.S. Et déjà l'impérialisme U.S. brandit des menaces de représailles commerciales et la C.E.E. des menaces de contre-représailles.

A la suite de la décision de non-convertibilité du dollar en 71, les U.S.A. ont cessé de soutenir leur monnaie, obligeant les pays européens à le faire. La fluctuation du dollar a eu pour effet de perturber les parités entre les monnaies des pays européens, nécessaire pourtant au fonctionnement de la C.E.E. L'impérialisme U.S. déclarant que le dollar ne serait stabilisé que lorsque sa balance des paiements serait rétabli exigeait pour cela l'abaissement des droits de douane, etc., pour faciliter ses exportations.

Alors que les balances des paiements de la plupart des pays de la C.E.E. sont déficitaires, les stocks d'or détenus dans les banques centrales sont environ quatre fois en-dessous de leur cours réel. Si ces stocks étaient vendus sur le marché libre, cela permettrait de réduire le déficit. C'est là une nécessité pour les pays ouest-européens et en particulier la France. Seulement, l'impérialisme U.S. s'y oppose, car cela remettrait en cause la suprématie du dollar. Les intérêts des pays européens et des U.S.A. sont ainsi en complète contradiction sur ce point. Cette question doit être examinée les 11 et 16 juin et il est inévitable qu'elle fasse l'objet d'un violent affrontement. Tous ces faits témoignent de l'intensité des contradictions entre les pays européens et les U.S.A. Plus la crise générale du système capitaliste ira en s'aggravant et plus l'unité sera indispensable aux pays européens car l'impérialisme U.S. cherchera à leur faire payer le prix fort.

Ne pas céder à l'impérialisme U.S. Pour faire face au social-impérialisme

Nécessaire pour s'opposer aux exigences de l'impérialisme U.S., l'unité européenne l'est aussi pour faire face au social-impérialisme. Les pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest ne peuvent pas céder devant l'impérialisme U.S. pour résister au social-impérialisme. Les deux superpuissances sont opposées à la constitution de l'Europe et se disputent pour la dominer, mais si les pays européens cédaient à l'impérialisme U.S. c'est en définitive avant tout au social-impérialisme que cela profiterait.

Le social-impérialisme mise sur une Europe divisée. C'est là ce qu'il recherche à travers la conférence d'Helsinki. Dans une première étape il cherche une réduction des forces militaires, puis l'évacuation des troupes américaines stationnées en Europe en même temps que se développerait la coopération technique et économique entre le Comecon et les pays européens, puis l'interpénétration. Face à une Europe divisée il ne tarderait pas à pouvoir étendre son emprise.

Ajoutons que l'Europe est également nécessaire pour éviter le glissement de la R.F.A. vers le social-impérialisme par l'intermédiaire de la R.D.A. Cette éventualité ne manquerait pas de se réaliser si l'édification de l'Europe ne se réalisait pas suffisamment rapidement.

La visite de Schmidt à Giscard a été la première confirmation de la poursuite de la politique européenne du nouveau gouvernement. Les révisionnistes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et dans « l'Humanité » du 4 juin 1974 Yves Moreau attaque rageusement la « relance européenne ». Quant à nous, marxistes-léninistes, nous considérons qu'il s'agit là d'un fait positif. Tout ce qui à l'heure actuelle va dans le sens de la réalisation de l'Europe est un obstacle de plus face aux deux superpuissances.